

CONCOURS EXTERNE POUR L'EMPLOI D'INSPECTEUR STAGIAIRE
DU TRÉSOR PUBLIC

ANNÉE 1999

ÉPREUVE N° 3 A OPTION

Durée : 3 heures - Coefficient : 5

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique
d'ÉCONOMIE (page 2)**

OU

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique
de DROIT PRIVÉ (page 4)**

OU

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique
de DROIT PUBLIC (page 5)**

Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Le candidat traitera celui des trois sujets ci-après qui correspond à l'option qu'il a choisie lors de son inscription au concours : CE CHOIX NE PEUT PAS ÊTRE MODIFIÉ.

TRÈS IMPORTANT : Sous peine d'annulation de leur copie, les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif (nom, prénom, lieu, etc.) sur la partie réservée à la rédaction.

Tournez la page S.V.P.

ÉCONOMIE

Les candidats sont autorisés à utiliser des calculatrices électroniques à fonctionnement autonome, sans imprimante, à entrée unique par clavier.

L'utilisation de tout document est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

En quoi l'internationalisation des économies vous paraît-elle être facteur de croissance et génératrice de contraintes ?

- 3 -

2ème SUJET

Soit un système économique décrit en année N par les égalités suivantes :

$$P_N = C_N + I_N + D_N$$

$$C_N = c P_{N-1}$$

$$I_N = k (C_N - C_{N-1})$$

Où P_N = le revenu national de l'année N ou PIB

C_N = la consommation nationale de l'année N

I_N = l'investissement national de l'année N

D_N = la dépense publique de l'année N

c = la propension à consommer

k = le coefficient moyen de capital

1- Exprimer P_N en fonction de P_{N-1} et P_{N-2} , en supposant que $D_N = 10$

2- Soit $P_N = 100$ et $P_{N+1} = 120$.

Quel sera le revenu national de $N+2$, $N+3$ et $N+4$ si l'on estime qu'au cours de ces cinq années, le niveau de dépenses publiques est stable ($D = 10$) et que :

a) la propension à consommer est de 0,8 , le coefficient de capital de 1,5

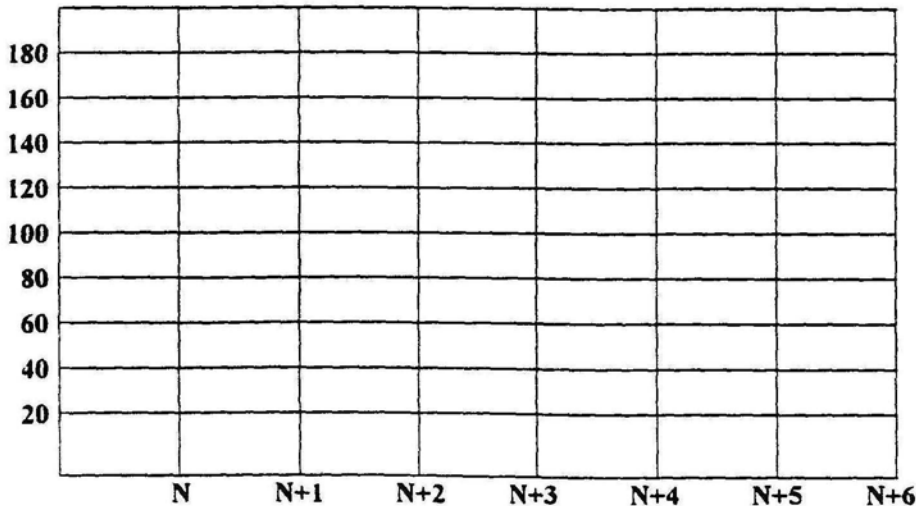
b) la propension à consommer est de 0,5 , le coefficient de capital de 1

3- En reproduisant le diagramme ci-dessous, tracer les courbes de revenu national

P_1 ($c=0,8$ et $k = 1,5$)

P_2 ($c=0,5$ et $k=1$)

et donner l'explication économique de ces deux évolutions.



4- Quel devra être, pour chacune des hypothèses énoncées à la question 2, le montant de la dépense publique de $N+2$ si l'on souhaite obtenir $P_{N+2} = 150$?

5- Définir le multiplicateur keynésien et le principe d'accélération

6- Qu'appelle-t-on oscillateur de Samuelson ? Quelles en sont les limites ?

DROIT PRIVÉ

L'utilisation de tout document (Code Civil, Code de Procédure Civile, etc...) est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

La location - gérance du fonds de commerce.

2ème SUJET

Madame Josiane S., épouse divorcée V., exerce sous le nom de son mari la profession de journaliste.

L'intéressée également engagée en politique, commence à obtenir une certaine notoriété sous son nom d'épouse divorcée.

Dans la perspective de son remariage, Mme V. vient vous consulter pour savoir si elle peut conserver l'usage du patronyme de son ex-mari, compte tenu de l'intérêt légitime que peut présenter pour elle le maintien de l'identité avec laquelle elle s'est faite connaître.

Elle vous précise que le divorce a été prononcé aux torts partagés et que son ex-mari l'avait alors autorisée à conserver l'usage de son nom.

DROIT PUBLIC

L'utilisation de tout code ou document est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

Les compétences du Conseil constitutionnel.

2ème SUJET

Commenter l'arrêt du Conseil d'État figurant en page 6.

Conseil d'Etat, Assemblée. - 6 février 1998

Aff.: M. Tête, Association de sauvegarde de l'Ouest lyonnais. -
Req. n° 138777, 147424, 147425

(extraits)

Vu 1°, sous le n° 138777, la requête, enregistrée le 29 juin 1992 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, présentée par M. Etienne Tête demeurant 53, rue de Margnolles à Caluire-et-Cuire (69300); M. Tête demande au Conseil d'Etat:

1° d'annuler le jugement du 16 avril 1992 par lequel le tribunal administratif de Lyon a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la délibération n° 91-2314 du 18 juillet 1991 par laquelle le conseil de la communauté urbaine de Lyon a décidé de réaliser le tronçon nord du boulevard périphérique de l'agglomération lyonnaise, approuvé les conditions dans lesquelles seraient assurées la couverture des charges d'exploitation et d'entretien ainsi que la rémunération et l'amortissement des capitaux investis par le concessionnaire de ce travail public, approuvé les dispositions de la convention de concession pour le financement, la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation de l'ouvrage d'art complexe relatif au boulevard périphérique de Lyon - tronçon nord -, ainsi que le cahier des charges de ladite concession, fixé les tarifs de la redevance et les modalités de leur application, autorisé le président de la communauté urbaine à signer tous actes, documents, conventions, ainsi qu'à initier et conduire toutes actions destinées à obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'institution d'une redevance et à la concession de l'ouvrage projeté, et rapporté la délibération n° 91-2147 du 3 juin 1991 en ce qu'elle a de contraire à la délibération attaquée;

2° d'annuler ladite délibération;

3° d'annuler la décision prise par le président de la communauté urbaine de Lyon de signer la convention précitée;

Considérant que, par délibération du 18 juillet 1991, le conseil de la communauté urbaine de Lyon a décidé la réalisation de l'ouvrage dit «périphérique de Lyon - tronçon nord», approuvé les conditions dans lesquelles sera assurée la couverture des charges d'exploitation et d'entretien ainsi que les dispositions de la convention de concession et du cahier des charges entre le concessionnaire et la communauté urbaine, fixé les tarifs de la redevance et les modalités de leur application et autorisé le président à poursuivre la procédure;

Considérant qu'en vertu de l'article 12 de la directive 71305CEE du 26 juillet 1971 du Conseil des Communautés européennes, modifiée par la directive 89440CEE du 18 juillet 1989 portant coordination des procédures de passation de marchés publics de travaux, les pouvoirs adjudicateurs font connaître au moyen d'un avis indicatif les caractéristiques essentielles des marchés de travaux qu'ils entendent passer et dont les montants égalent ou dépassent un certain seuil; qu'aux termes de l'article 1^{er} de la même directive: «Dans le cas où les pouvoirs adjudicateurs concluent un contrat de concession de travaux, les règles de publicité définies à l'article 12, § 3, 6, 7 et 9 à 13, ainsi qu'à l'article 15 bis sont applicables à ce contrat lorsque sa valeur égale ou dépasse 5 000 000 d'écus»; qu'en vertu de l'article 3 de la directive du 18 juillet 1989 susvisée, les Etats membres devaient mettre en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer aux stipulations de ladite directive au plus tard un an après la date de sa notification intervenue le 20 juillet 1989;

Considérant que la société concessionnaire ne saurait utilement se prévaloir des dispositions transitoires de l'article 6-1 du titre I du décret du 31 mars 1992, issues du décret du 21 février 1994 qui ne sont pas applicables aux contrats signés avant son entrée en vigueur;

Considérant que les règles nationales applicables à la date de la délibération attaquée à la passation des contrats de concession de travaux publics, ne prévoyaient pas de mesures de publicité et n'étaient pas compatibles avec les objectifs de la directive du 18 juillet 1989; qu'elles ne peuvent, dès lors, donner de base légale à la délibération attaquée qui, prise sans que la communauté urbaine de Lyon ait assuré une publicité de ses intentions de passer ce contrat de concession compatible avec les objectifs de la directive du 18 juillet 1989, a été adoptée dans des conditions irrégulières;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que M. Tête est fondé à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Lyon a rejeté sa demande dirigée contre la délibération du 18 juillet 1991 du conseil de la communauté urbaine de Lyon et la décision de son président de signer le 19 juillet 1991 sur le fondement de cette délibération la convention de concession;

Décide:

Art. 1^{er}: Le jugement du tribunal administratif de Lyon en date du 16 avril 1992 est annulé.

Art. 2: La délibération susvisée du 18 juillet 1991 du conseil de la communauté urbaine de Lyon et la décision susvisée de son président de signer le 19 juillet 1991 la convention de concession sont annulées.